

# Situation économique des entreprises du Puy-de-Dôme

Bilan de l'année 2023

Perspectives du 1er semestre 2024



# EDITO

## Résilience, impuissance ou résignation ?

Au fil des mois et des années, les chefs d'entreprise sont passés par bien des phases. Confrontés à différentes crises, qu'elles soient d'ordre sanitaire, financière, internationale, ... ils ont fait face, ont courbé le dos, se sont adaptés et ont réagi mais les contraintes d'hier ne sont plus celles d'aujourd'hui.

L'année 2023 s'est achevée sur un bilan en demi-teinte. Moins catastrophique qu'on ne le craignait, elle a pourtant amené son lot de défis et de difficultés pour bon nombre de dirigeants d'entreprises du Puy-de-Dôme.

Confrontées aux hausses de leurs charges et à une consommation atone, les entreprises ont continué à rogner sur des marges déjà faibles, pénalisant parfois leur viabilité économique. Sans oublier, la hausse des taux d'intérêt qui fragilise la capacité d'investissement et de financement des développements de chacun et obère la préparation de l'avenir, notamment en matière de transition environnementale.

Dans ce contexte économique incertain, trouver un équilibre délicat entre la préservation de la rentabilité des entreprises et la stimulation de la demande devient impératif. Les entreprises sont confrontées à un dilemme complexe où la gestion prudente des coûts, la préservation de la trésorerie et la stratégie tarifaire devront être soigneusement équilibrées pour éviter une détérioration plus importante du paysage économique.

L'année 2024 s'annonce compliquée. La levée de mesures comme le bouclier énergétique, les pressions sociales... risquent de contribuer, encore, à l'augmentation des coûts des entreprises et de réduire, encore, le pouvoir d'achat des ménages. Simplifier les démarches, lever les contraintes seront essentiels pour libérer les énergies. Ces travaux, engagés au niveau national devraient contribuer à redonner la confiance, la sérénité et la visibilité nécessaires aux entreprises pour se développer et créer de la richesse et des emplois.

Résilience ? Toujours. Impuissance ? Parfois. Résignation ? Jamais !



### SOMMAIRE

En synthèse .....	3
Bilan & perspectives : l'activité .....	4
Bilan & perspectives : les prix de vente.....	5
Bilan & perspectives : l'emploi .....	6
Bilan & perspectives : les investissements.....	7
Bilan & perspectives : les taux d'intérêt.....	8
Bilan & perspectives : la trésorerie.....	9
Bilan & perspectives : les marges .....	10
Contexte économique actuel.....	11-12
Profil des entreprises répondantes.....	13

## BILAN DE L'ANNEE 2023 ET PERSPECTIVES DU 1ER SEMESTRE 2024

### 2023 restera une année mitigée pour les entreprises du Puy-de-Dôme.

2022 s'était avérée une bonne surprise pour l'économie puydômoise, mais le fléchissement en fin d'année ne présageait rien de tel pour 2023. Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée en juillet s'accordaient aussi sur une vision très pessimiste pour le second semestre de l'année pour de multiples raisons et notamment du fait d'un contexte économique peu porteur. **Au final, 2023 n'aura peut-être pas atteint le niveau de 2022, mais n'aura pas été catastrophique pour autant.**

Symbole d'une dynamique contrastée du tissu économique local, **39% des entreprises enregistrent une augmentation de leur niveau d'activité en 2023 par rapport à 2022, contre 37% qui ont subi une baisse.** Cette diversité de situation s'explique notamment par la capacité des entreprises à avoir pu, ou non, répercuter tout ou partie de leurs hausses de charges dans leurs prix de vente. Et il faut bien en être conscient, **l'effet prix joue un rôle important dans ces performances.**

**Pour les prochains mois, les perspectives s'annoncent tout autant mitigées.** Alors que 41% des répondants anticipent une stabilité de leur activité, plus d'un tiers exprime des craintes quant à des baisses potentielles de chiffre d'affaires, soulignant une incertitude persistante et des attentes prudentes. Et cette année encore, le salut ne passera pas par l'export.

**Incertitude, manque de visibilité, ralentissement global de l'activité se répercutent sur l'investissement.** 28% des entreprises n'ont pas investi en 2023, 17% moins que ce qu'elles avaient prévu. Heureusement, la majorité des répondants a maintenu, voire augmenté, son niveau d'investissement par rapport à 2022. La hausse des taux d'intérêt a joué, et joue encore, sur les décisions d'investissements des entreprises en renchérissant le coût des crédits dans une période de situation financière déjà tendue. Mais il semblerait que, les conséquences ne soient pas aussi marquées que l'on aurait pu l'imaginer (pour 46% des répondants cela n'a pas eu d'impacts et pour 38% essentiellement des réductions ou reports d'investissements).

Toutefois, **les perspectives pour 2024 laissent présager d'un risque significatif de contraction des investissements, hormis dans l'industrie où 30% des entreprises prévoient de les augmenter.**

La situation financière des entreprises pèse aussi sur ces décisions d'investissements. 42% des répondants enregistrent une **détérioration de leur trésorerie en 2023** par rapport à 2022. Après plusieurs années compliquées, 48% des entreprises se retrouvent dans une situation difficile, massivement pénalisées (dans 2/3 des cas) par l'augmentation des charges courantes – assurance, loyer, électricité, matières premières etc. -, par une insuffisance de chiffre d'affaires (58% des cas) et des marges trop faibles (44%). **La répercussion des hausses de coûts sur les prix de vente a certainement contribué à limiter les dégâts.** Les deux-tiers des entreprises ont augmenté leurs prix en 2023, mais ces hausses sont restées assez raisonnables (moins de 10% dans 54% des cas) et n'ont pas permis de reconstituer des marges déjà trop faibles.

Sur 2024, les prévisions de hausses de prix de vente restent modérées pour ne pas pénaliser la demande (29% devraient augmenter leur prix de moins de 5%) et ne seront, sans doute, pas suffisantes pour combler les trésoreries et résoudre les problèmes financiers. Au global, 31% des répondants expriment, d'ailleurs, **des inquiétudes quant à la pérennité de leur entreprise.**

### Le climat ambiant et les perspectives 2024 restent sombres.

L'état d'esprit des chefs d'entreprise est marqué par l'inquiétude, avec 56% exprimant des craintes sur l'avenir, un niveau plus élevé que lors des précédentes enquêtes. Les principales préoccupations restent la hausse des prix des matières premières et de l'énergie, ainsi que les défis persistants liés aux ressources humaines (difficulté de recrutement et hausse du coût du travail). Mais le **manque de vigueur de l'activité** s'inscrit aussi comme un élément majeur de ce pessimisme et un frein au développement de 40% des entreprises.

### La résilience face aux défis externes.

Coincés entre la nécessité de redresser leur situation financière, de répondre aux attentes sociales et sociétales et de ne pas pénaliser la demande, les chefs d'entreprise ont des marges de manœuvre ténues.

Face à l'augmentation des charges courantes, une première réponse a été d'éroder davantage des marges déjà minces, accentuant la pression sur leur rentabilité. Dans ce contexte, l'augmentation des prix de vente est devenue une nécessité pour une majorité d'entreprises, cherchant ainsi à compenser la détérioration de leur trésorerie.

Cependant, cette stratégie n'est pas sans risques. Les effets inflationnistes de la hausse des prix de vente peuvent impacter la demande. Une marge réduite entraîne naturellement une trésorerie détériorée, limitant la possibilité d'autofinancement et restreignant les capacités d'investissement. Parallèlement, des taux d'intérêt élevés ajoutent une pression financière supplémentaire. Un cercle vicieux délicat sur lequel ils n'ont pas toujours la main pour agir.

Pour autant, certains dirigeants restent optimistes et mettent en avant les fruits de leurs investissements passés ou la diversification de leurs activités qui leur permettent de garder des carnets de commandes bien remplis et de préserver un bon fonctionnement de leur activité.

Ainsi, si les raisons d'être pessimistes sont plutôt d'ordre contextuelles, globales, extérieures à l'entreprise (éxogènes), les motifs d'optimisme prennent leur source dans l'entreprise elle-même (endogène) et dans ses capacités à s'adapter et se réinventer.

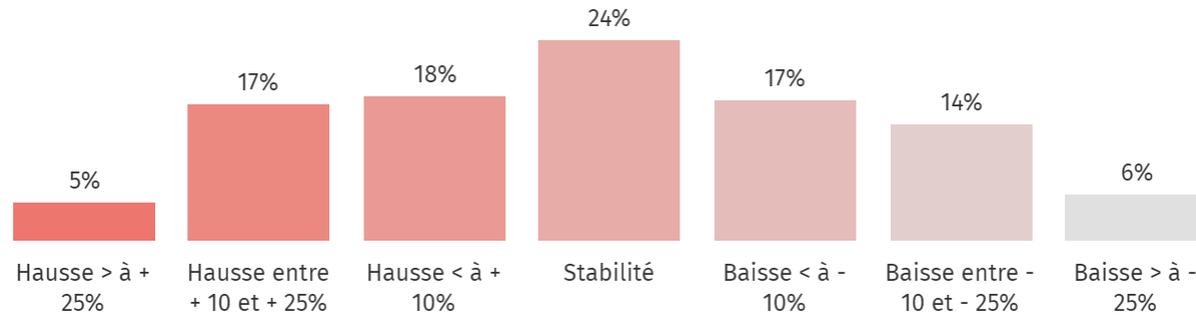
Et cela donne de bonnes raisons d'espérer pour la pérennité et le développement des entreprises.

## Bilan

### Activité économique disparate dans le Puy-de-Dôme

(Evolution de chiffre d'affaires - période évaluée 2023 par rapport à 2022)

Réponses effectives : 448



#### Part des entreprises (ensemble des répondants) indiquant :

(\* en % des entreprises ayant exprimé un avis)

	Bilan 2023	Perspectives 2024*
• Une hausse du CA :	39%	15%
• Une baisse du CA :	37%	44%
• Une stabilité du CA :	24%	41%

Même si le solde d'opinions reste globalement positif (+2 points), l'activité des entreprises interrogées pour **l'année 2023 est plutôt mitigée**. En effet, **39% des répondants évoquent une hausse de leur activité contre 37%, une baisse**.

Des disparités fortes se dégagent en fonction des secteurs d'activité. L'industrie (solde d'opinions : +6 points) et le BTP (+13 points) enregistrent le plus de répondants ayant connu des hausses d'activité. A titre d'exemple, près d'une entreprise du BTP sur 4 évoque, pour 2023, une hausse d'activité comprise entre 10 et 25%. Les importants travaux entrepris par la métropole clermontoise n'y sont peut-être pas totalement étrangers. A l'inverse, le commerce confirme ses difficultés avec 21% des répondants enregistrant des baisses de chiffres d'affaires supérieures à 10%.

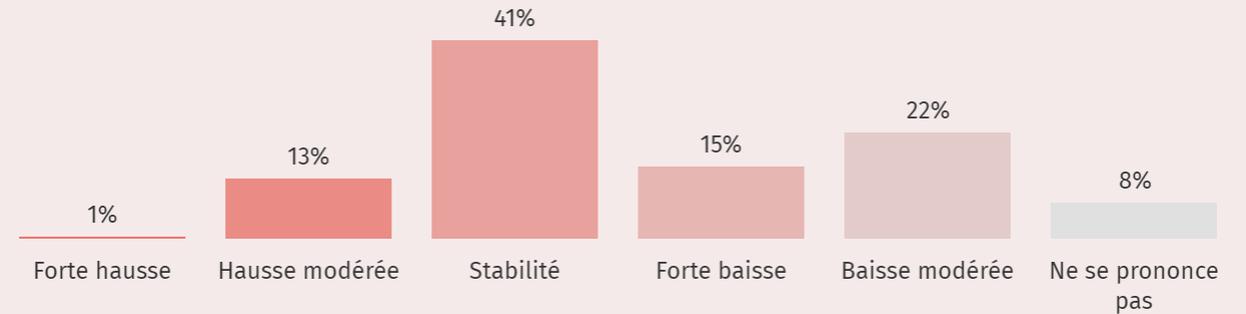
Côté perspectives, 4 entreprises sur 10 s'attendent, au mieux, à un niveau stable pour le prochain semestre, mais pour la plupart des autres (37%), c'est **une baisse d'activité qui est attendue...** Seuls 14% des répondants envisagent une croissance à venir de leur niveau d'activité (9% pour les commerces). Une fois n'est pas coutume, les industriels semblent frileux sur leurs prévisions. Seulement 8% d'entre eux anticipent une augmentation de leur activité (solde d'opinions : - 35 points). Les **perspectives peu favorables à l'international** (47% des industriels concernés pronostiquent une baisse de leurs exportations), ne sont sans doute pas étrangères à ces prévisions. Seules les entreprises de services sont un peu plus optimistes pour 2024, avec 18% des répondants qui prévoient une augmentation de l'activité.

## Perspectives

### Des perspectives d'activité plutôt atones

(Evolution du chiffre d'affaires - période évaluée : 1er semestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 448

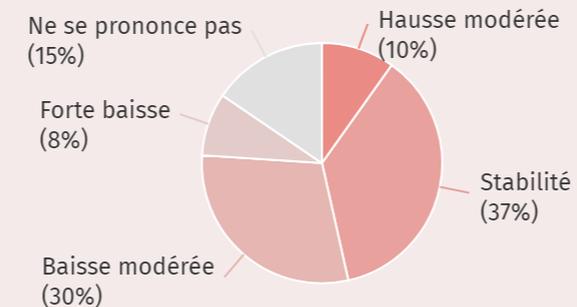


### Tendance à la stabilité voire à la baisse pour l'activité internationale

(Evolution de l'activité à l'export des entreprises concernées - période évaluée : 1er semestre 2024 par rapport à la même période de l'année précédente)

Réponses effectives : 71

Taux de réponse : 37%

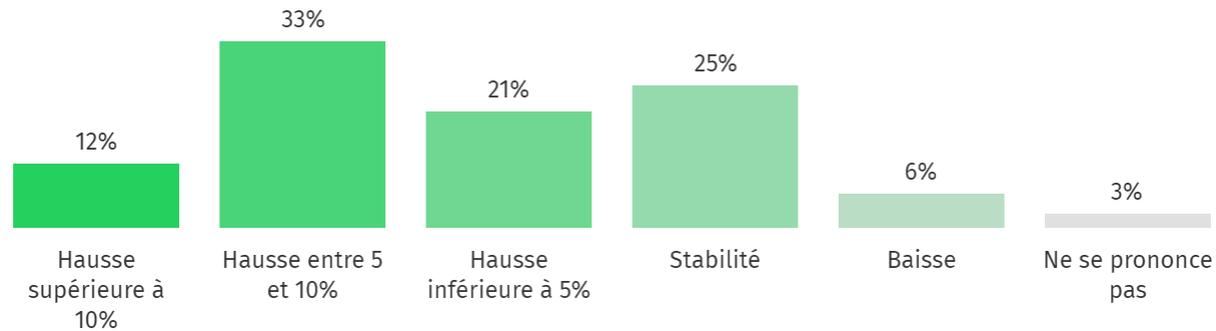


## Bilan

### Des prix de vente à la hausse en 2023 pour 2 répondants sur 3

(Evolution des prix - période évaluée : 2023 par rapport à 2022)

Réponses effectives : 443



Face à l'augmentation des prix des matières premières subies depuis près de 2 ans, à celle des prix de l'énergie et de toutes les autres charges ... les entreprises ont fini par augmenter leurs prix de vente. En 2023, 2 entreprises sur 3 ont fait ce choix.

**Cette tendance à l'augmentation des prix est assez générale**, tous les secteurs d'activité, toutes les tailles d'entreprises, ont revu leurs prix de vente à la hausse, du moins pour une grande majorité d'entre elles. Seuls 31% des répondants les ont maintenus voire diminués.

Ces hausses ne sont pas étrangères aux augmentations de chiffres d'affaires enregistrées en 2023, confirmant **l'importance de cet effet prix à défaut d'un effet volume**. Ainsi, parmi les 66% d'entreprises qui ont appliqué des hausses de prix, 45% ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaires en 2023. A l'inverse, ceux qui les ont baissés ou stabilisés, ne sont que 30% à avoir augmenté leur activité.

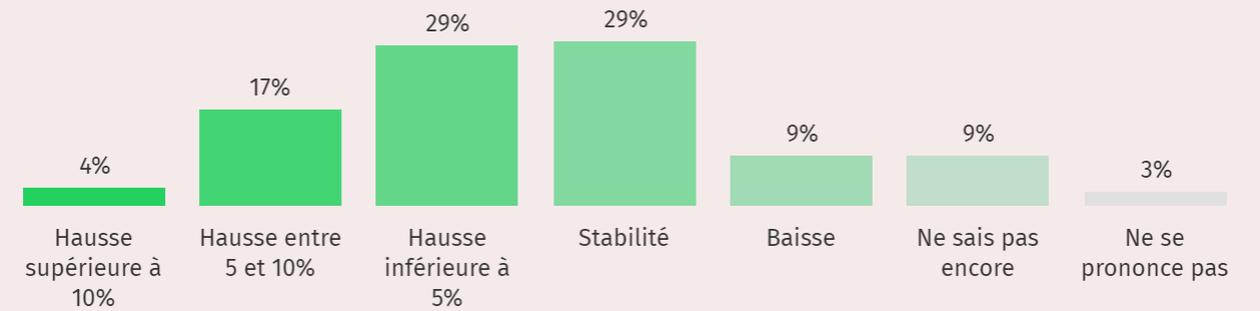
Pour 2024, les hausses de prix devraient se poursuivre dans la moitié des entreprises, mais sur un rythme modéré pour ne pas décourager la demande. Ces hausses seront plus le fait des commerçants (55% des répondants) ou des entreprises de l'hébergement / restauration (56%), que des industriels (46%) ou des entreprises du BTP (39%) sans doute soucieuses de préserver une demande en berne.

## Perspectives

### 1 entreprise sur 2 prévoit d'augmenter ses prix de vente en 2024

(Evolution des prix - période évaluée : 2024 par rapport à 2023)

Réponses effectives : 442



### Croisement : Bilan évolution prix 2023 / Bilan évolution activité 2023

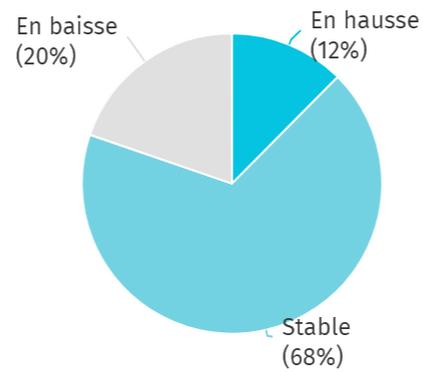
	Hausse > à + 25%	Hausse entre + 10 et + 25%	Hausse < à + 10%	Stabilité	Baisse < à - 10%	Baisse entre - 10 et - 25%	Baisse > à - 25%
Stabilité	4%	13%	19%	31%	15%	15%	3%
Baisse	0%	4%	4%	14%	18%	36%	25%
Hausse supérieure à 10%	8%	23%	17%	15%	13%	13%	10%
Hausse entre 5 et 10%	5%	19%	23%	21%	19%	11%	2%
Hausse inférieure à 5%	7%	19%	15%	23%	20%	13%	3%

## Bilan

### Stabilité des effectifs dans près de 2 entreprises sur 3

(Evolution des effectifs - période évaluée : 2023 par rapport à 2022)

Réponses effectives : 426



### Croisement : secteur d'activité / effectif salarié 2023

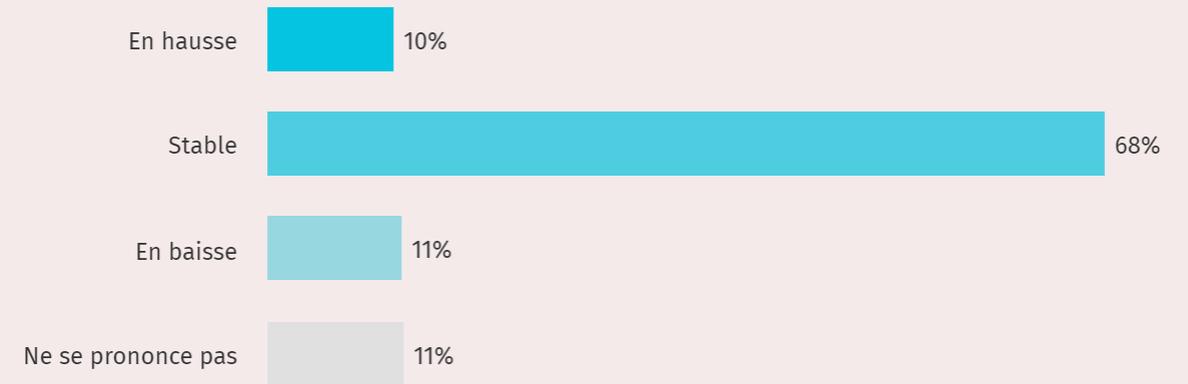
	En hausse	Stable	En baisse
Industrie	25%	46%	28%
BTP	8%	68%	25%
Commerce	6%	79%	15%
Service	14%	69%	17%

## Perspectives

### Les effectifs devraient rester stables au 1er semestre 2024

(Evolution des effectifs - période évaluée : 1er semestre 2024 par rapport à la même période l'année précédente)

Réponses effectives : 438



### Part des entreprises (ensemble des répondants) indiquant :

	Bilan 2023	Perspectives 2024*
• Une <b>hausse</b> du CA :	12%	12%
• Une <b>baisse</b> du CA :	20%	12%
• Une <b>stabilité</b> du CA :	68%	76%

(\* en % des entreprises ayant exprimé un avis)

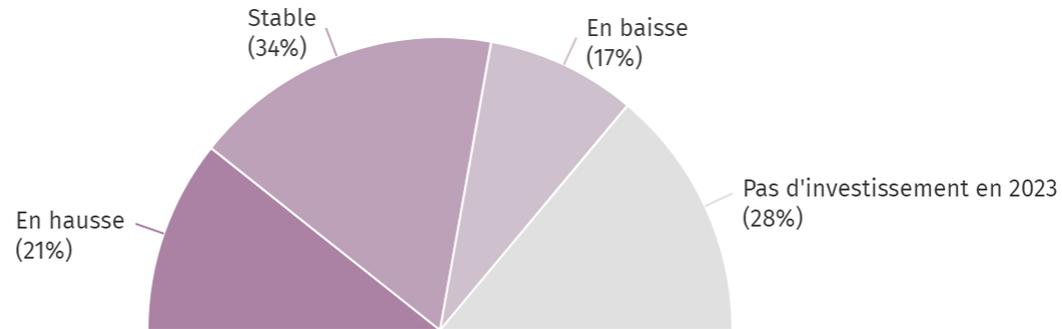
**2 entreprises sur 3 déclarent que leur effectif est resté constant entre 2023 et 2022.** Pour autant, 20% des répondants évoquent un effectif moindre en 2023 par rapport à l'année précédente et 12%, un effectif renforcé (solde d'opinions : -8 points). Aucun secteur n'est épargné par cette tendance de solde d'opinions négatif : BTP -17 points, commerce -9 points, services -4 points et industrie -3 points.

A l'avenir, les perspectives d'évolution restent dominées par **un objectif de stabilisation des effectifs, mais les intentions d'embauches semblent continuer de s'éroder**, en particulier dans le commerce et le BTP (respectivement -11 points et -9 points). Ainsi, 19% des dirigeants du secteur de la construction prévoient une baisse de leurs effectifs. L'industrie retrouve, elle, des soldes positifs (+10 points). Il s'agit du secteur le plus "optimiste" sur l'emploi, confirmant sa place de secteur en forte demande de recrutement. Reste à savoir si ces besoins pourront être couverts au regard des difficultés de recrutements actuelles.

## Bilan

### Plus d'une entreprise sur 4 n'a pas investi en 2023

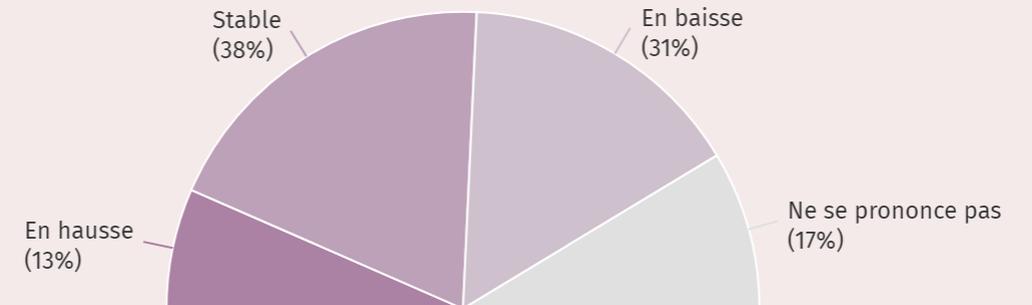
Réponses effectives : 435



## Perspectives

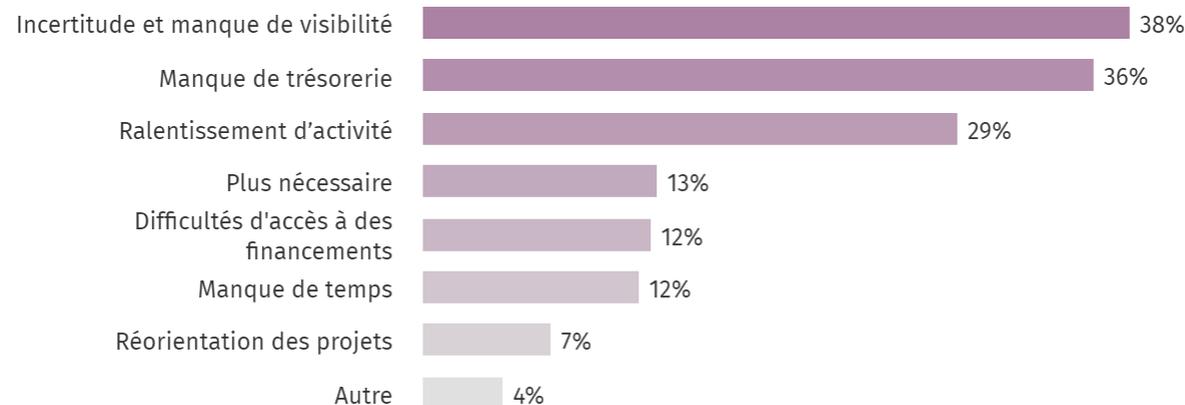
### Une contraction de l'investissement à attendre

Réponses effectives : 435



### Motifs de non réalisation des investissements prévus

(plusieurs réponses possibles)



### Part des entreprises (ensemble des répondants) indiquant :

	Bilan 2023	Perspectives 2024*
• Une <b>hausse</b> des investissements :	21%	16%
• Une <b>baisse</b> des investissements :	17%	38%
• Une <b>stabilité</b> des investissements :	34%	46%
• <b>Aucun</b> investissement :	28%	-

(\* en % des entreprises ayant exprimé un avis)

Si l'on peut regretter que seulement 72% des entreprises aient investi en 2023, on notera toutefois qu'elles sont plus nombreuses à avoir augmenté ou maintenu leurs investissements par rapport à 2022 que de les avoir diminués, et ce malgré le renchérissement du coût du crédit.

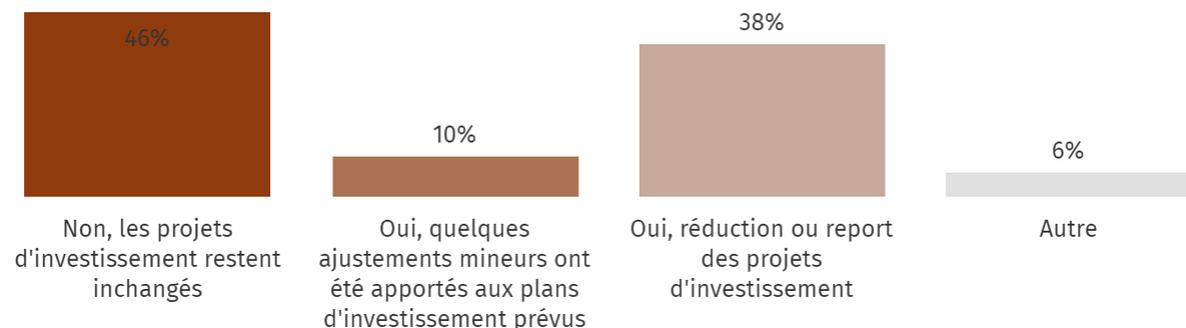
Les entreprises qui n'ont pas (ou pas entièrement) réalisé leurs investissements prévus, le justifient le plus souvent par : "**Incertitude et manque de visibilité**", "**Manque de trésorerie**" et "**Ralentissement d'activité**". L'incertitude est le motif le plus cité par les secteurs de la construction (49% des entreprises du BTP évoquent ce motif) et de l'industrie (39%), le manque de trésorerie prédomine pour les commerces (41%) et les entreprises de services (39% des citations).

Les entreprises industrielles sont celles qui prévoient le plus d'augmenter leurs investissements pour le 1er semestre 2024 (30% des répondants, soit près de trois fois plus que les autres secteurs d'activité : 12% dans le commerce, 10% dans les services et 4% dans le BTP). Mais ces perspectives pourraient être remises en cause par des baisses d'activité, le contexte économique, une trésorerie insuffisante ou encore des difficultés de financement.

## Impact de la hausse des taux d'intérêt survenue en 2023

La hausse des taux d'intérêt impacte 1 entreprise sur 2, et inversement...

Réponses effectives : 393



L'impact de la hausse soutenue des taux d'intérêt, survenue au cours de l'année 2023, est resté relativement marginal sur le financement des investissements. Seuls 38% des dirigeants d'entreprise ont du réduire ou reporter leurs investissements. A l'inverse, pour 56% des répondants, les projets n'ont pas été modifiés suite à la hausse des taux, ou seulement à la marge.

Mais l'impact de la hausse des taux d'intérêt n'est pas le même, d'un secteur d'activité à un autre et suivant la taille de l'entreprise. Sans oublier également que les résultats sont des pourcentages de réponses et non pas des montants : l'impact peut être massif si les baisses ou reports touchent de gros projets.

Côté activité, le secteur du BTP se démarque, et semble être celui qui, en proportion, a été le plus impacté par la hausse des taux. En effet, ce secteur est touché à double titre : pour lui-même mais aussi par les reports d'investissements de ses clients qui impactent directement l'activité du BTP. Ainsi, seuls 31% des répondants du BTP n'ont pas modifié leurs projets d'investissement contre près de 50% pour les autres secteurs d'activité. En termes de taille, les entreprises de + de 50 salariés sont celles qui, en proportion, ont été le plus contraintes à réduire ou reporter leurs projets d'investissement. Mais ce sont aussi celles qui investissent le plus et les plus forts montants, démultipliant l'effet de ce coût du crédit.

Au final, la hausse du coût du crédit ne semble pas le déterminant majeur de la décision d'investir ou non. Si l'investissement est nécessaire, rentable car porté par un marché dynamique et finançable par une trésorerie saine, l'entreprise le fera. En revanche, si ces éléments ne sont pas réunis, l'impact de la hausse des taux d'intérêts sera immédiat, et l'investissement diminuera.

## Croisement : Niveaux d'investissements 2023 / Impact hausse des taux d'intérêt 2023

	Non, les projets d'investissement restent inchangés	Oui, quelques ajustements mineurs ont été apportés aux plans d'investissement prévus	Oui, réduction ou report des projets d'investissement	Autre
En hausse	57%	16%	25%	2%
Stable	48%	14%	34%	4%
En baisse	27%	6%	58%	9%
Pas d'investissement en 2023	45%	3%	41%	11%

## Croisement : secteur d'activité / impact de la hausse des taux d'intérêt

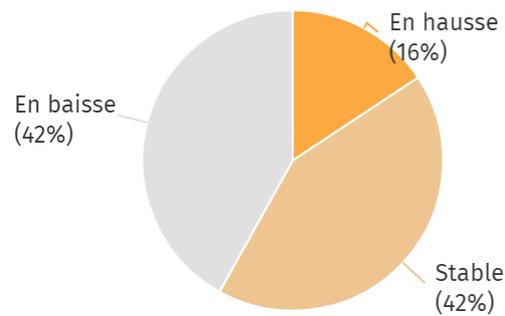
Le secteur du BTP largement impacté

	Non, les projets d'investissement restent inchangés	Oui, quelques ajustements mineurs ont été apportés aux plans d'investissement prévus	Oui, réduction ou report des projets d'investissement
Industrie	55%	10%	35%
BTP	30%	16%	53%
Commerce	47%	7%	45%
Service	53%	13%	35%

## Bilan 2023 de la trésorerie

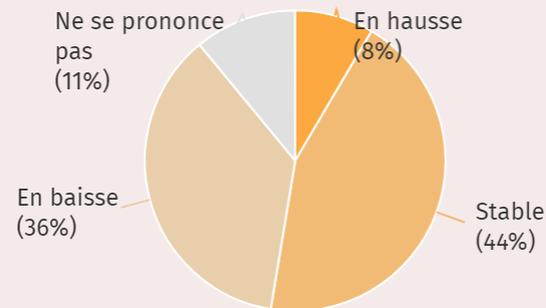
(Evolution de la trésorerie - période évaluée 2023 par rapport à 2022)

Réponses effectives : 401



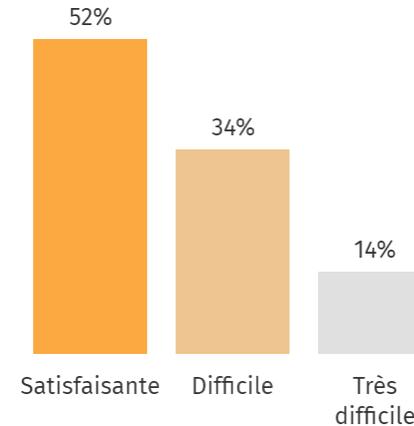
## Perspective 1er semestre 2024

Réponses effectives : 401



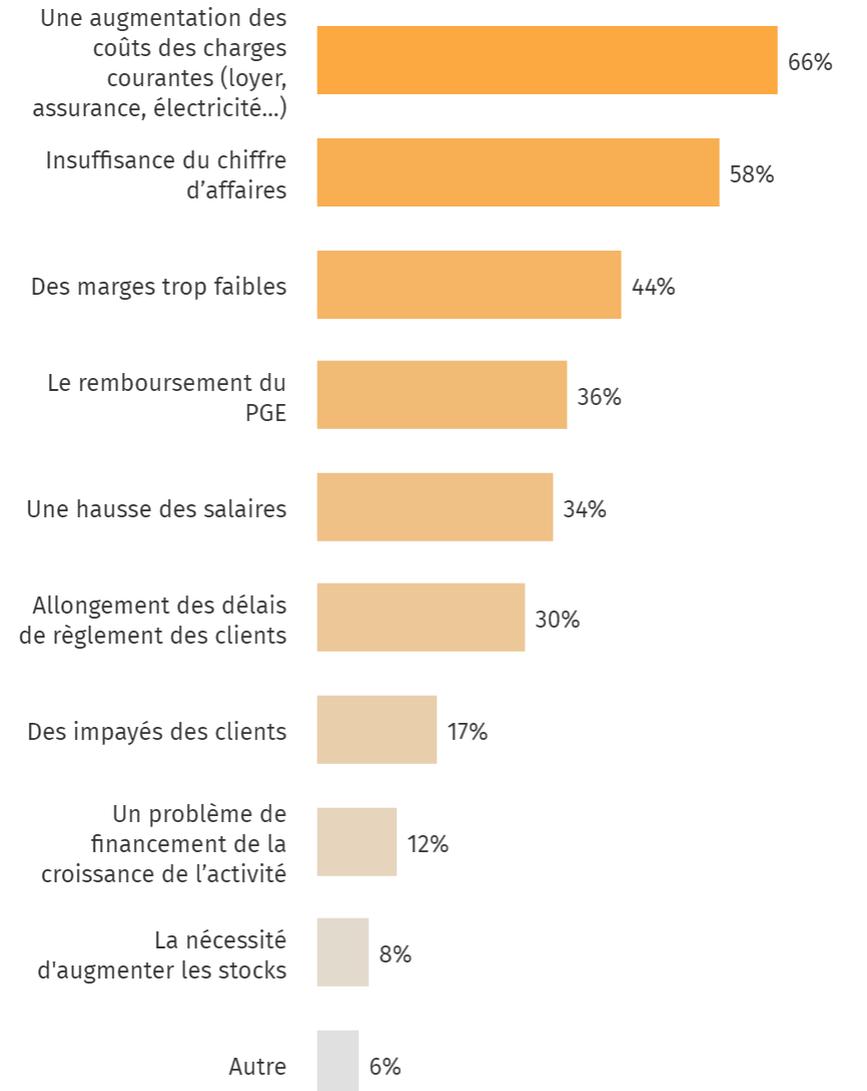
## Etat actuel de la trésorerie

Réponses effectives : 430



## Quelles sont les causes de ces difficultés ?

Réponse si "Etat actuel de la trésorerie" = "Difficile" ou "Très difficile" (plusieurs réponses possibles)



Le niveau de trésorerie des entreprises s'est détérioré pour 42% d'entre elles entre 2023 et 2022. Les perspectives ne semblent pas meilleures dans la mesure où seulement 8% des entreprises envisagent une amélioration de leur trésorerie pour le 1er semestre 2024 (solde d'opinions négatif : -36 points). Pour autant et étonnamment, 52% des dirigeants se disent satisfaits de leur trésorerie actuelle.

Parmi les **principales difficultés qui grèvent leur trésorerie**, les dirigeants mentionnent :

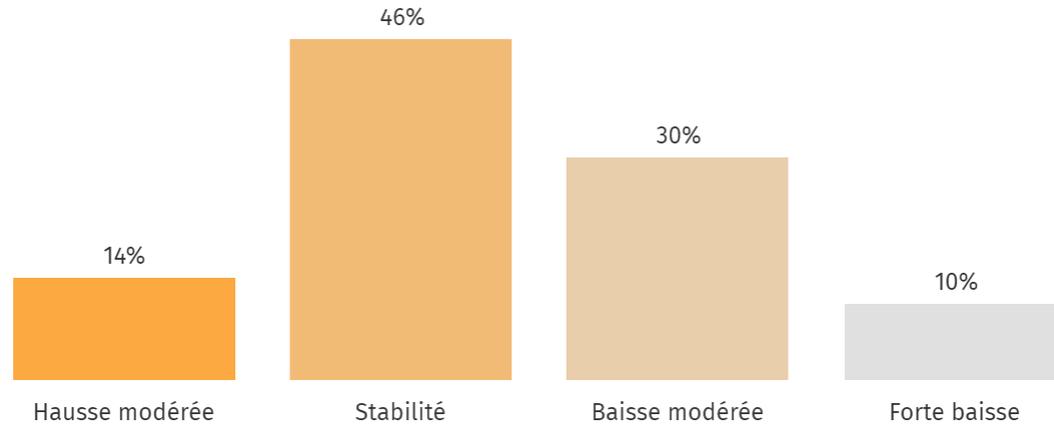
- 1/ l'augmentation des coûts des charges courantes (loyer, assurance, électricité...)
- 2/ l'insuffisance du chiffre d'affaires
- 3/ des marges trop faibles

Mais les problèmes ne sont pas les mêmes, ou ne sont pas cités dans les mêmes proportions, d'un secteur d'activité à un autre :

- Dans **l'industrie**, la cause la plus citée reste l'augmentation du coût des charges courantes (52%), suivie par l'allongement des délais de règlement des clients (45%) et par le remboursement du PGE (45%).
- Dans le **BTP**, le coût des charges courantes (63%) est suivi de l'insuffisance du chiffre d'affaires (54%) et des marges trop faibles (54%). Idem chez les **commerçants**, avec respectivement 59%, 64% et 46% de citations.
- Dans le secteur des **services**, la cause principale est le coût des charges courantes (71%), suivie de l'insuffisance de chiffre d'affaires (64%) et des marges trop faibles (45%), ex-aequo avec le remboursement du PGE (45%).

## Evolution de la marge en 2023

Réponses effectives : 430



Près de la moitié des dirigeants interrogés indique que la marge dégagée par leur société est restée stable sur l'année 2023. Mais **40% évoquent une baisse plus ou moins impactante**. Plus alarmant encore, parmi ceux qui ont indiqué une dégradation de leur marge, 31% déclarent que cela pénalise gravement la pérennité de leur entreprise.

Les entreprises les plus pénalisées par rapport à la pérennité de leur entreprise se comptent parmi les - de 10 salariés. En effet, 45% des entreprises de cette tranche d'effectif se déclarent dans cette situation.

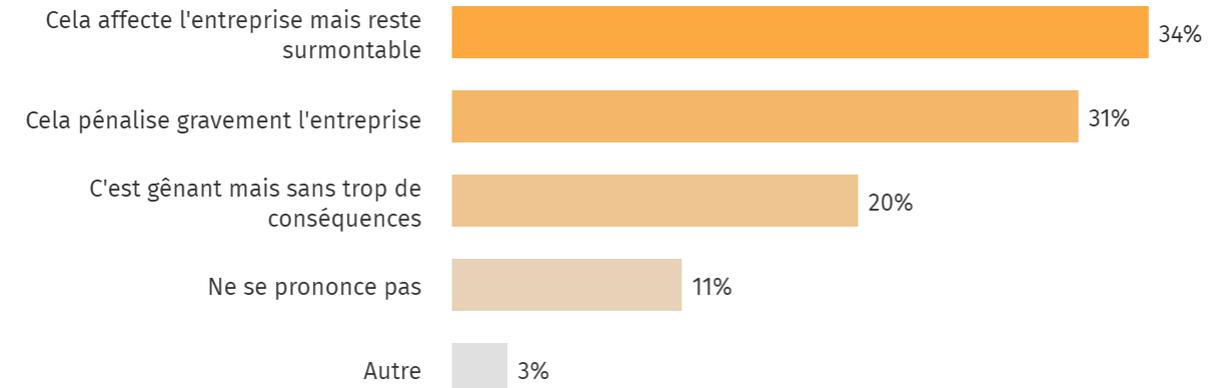
D'un point de vue sectoriel, les entreprises du **BTP** sont proportionnellement plus nombreuses à considérer que la baisse de marge est plus alarmante pour leur pérennité (50%). Mais c'est aussi dans ce secteur que les entreprises ont le moins répercuté les hausses de coûts sur leurs prix de vente, tendance qu'elles devraient poursuivre en 2024.

Dans **l'industrie**, où les entreprises ont été plus nombreuses à répercuter, au moins en partie, leurs hausses de coût, l'impact de la dégradation des marges reste gérable dans les trois quarts des cas.

## Quelles en sont les conséquences pour la pérennité de votre entreprise ?

Réponse si "baisse modérée" ou "forte baisse" à la question précédente

Réponses effectives : 174



## Croisement : secteur d'activité / conséquences de la dégradation de la marge pour la pérennité de votre entreprise

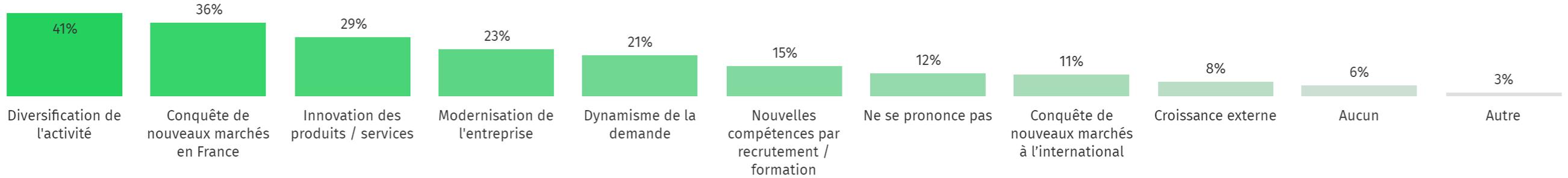
	Cela pénalise gravement l'entreprise	Cela affecte l'entreprise mais reste surmontable	C'est gênant mais sans trop de conséquences
Industrie	26%	48%	26%
BTP	50%	28%	22%
Commerce	38%	40%	22%
Service	35%	41%	24%



# CONTEXTE ECONOMIQUE ACTUEL ET IMPACT SUR LA PERENNITE DES ENTREPRISES

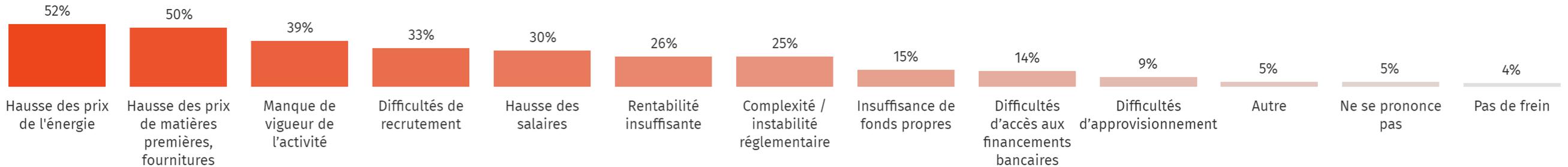
## Les leviers au développement des entreprises

Plusieurs réponses possibles



## Les freins au développement des entreprises

Plusieurs réponses possibles



Concernant les leviers :

**Au global, les leviers à disposition des chefs d'entreprise pour rebondir se resserrent sur l'interne :**

- des actions sur leur entreprise (diversification, innovation, modernisation...)
- la conquête du marché français.

**L'export ne fait plus recette :**

- des marchés se sont fermés en raison des conflits mondiaux
- les entreprises subissent une perte de compétitivité liée notamment au coût de l'énergie
- les tendances protectionnistes se renforcent.

Concernant les freins :

Les principaux freins au développement des entreprises concernent **la hausse des charges qu'elles soient directes ou indirectes** :

- la hausse des prix de l'énergie (52% de citations)
- la hausse des prix des matières premières (50%)

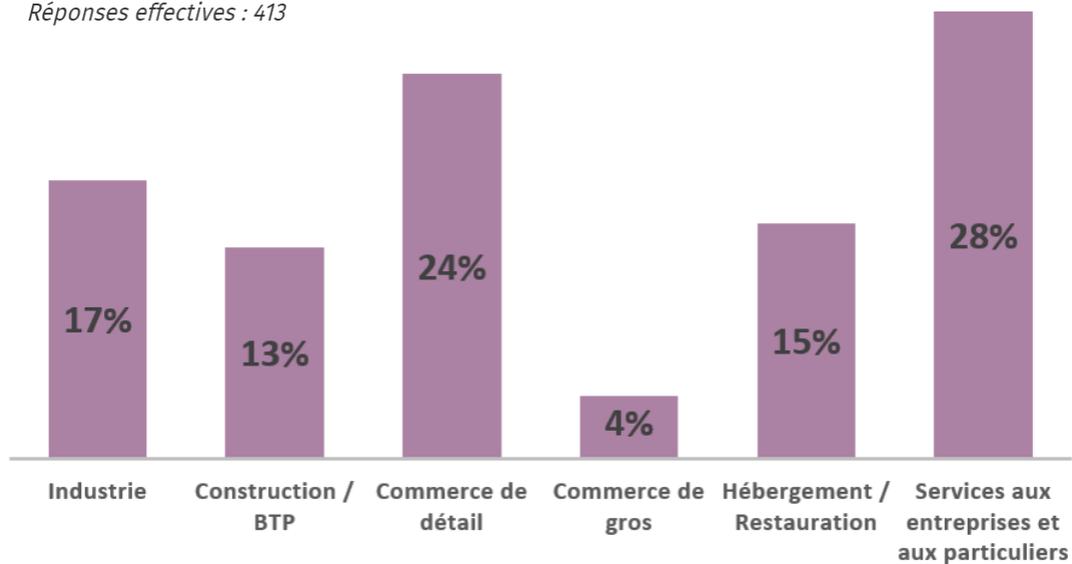
Les **ressources humaines sont également un motif de frein de développement** pour les entreprises interrogées :

- les difficultés de recrutement (33%)
- la hausse des salaires (30%).

# PROFIL DES ENTREPRISES REpondANTES

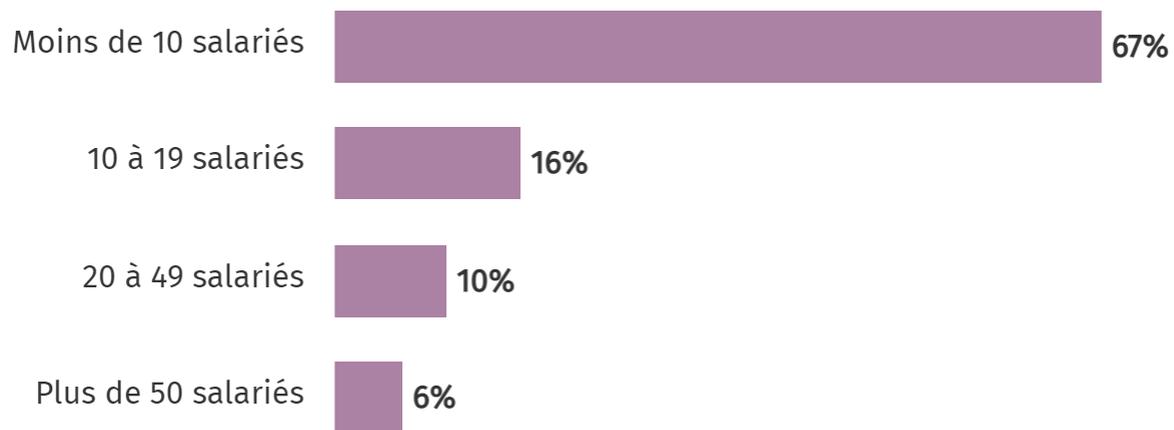
## Répartition par secteur d'activité

Réponses effectives : 413



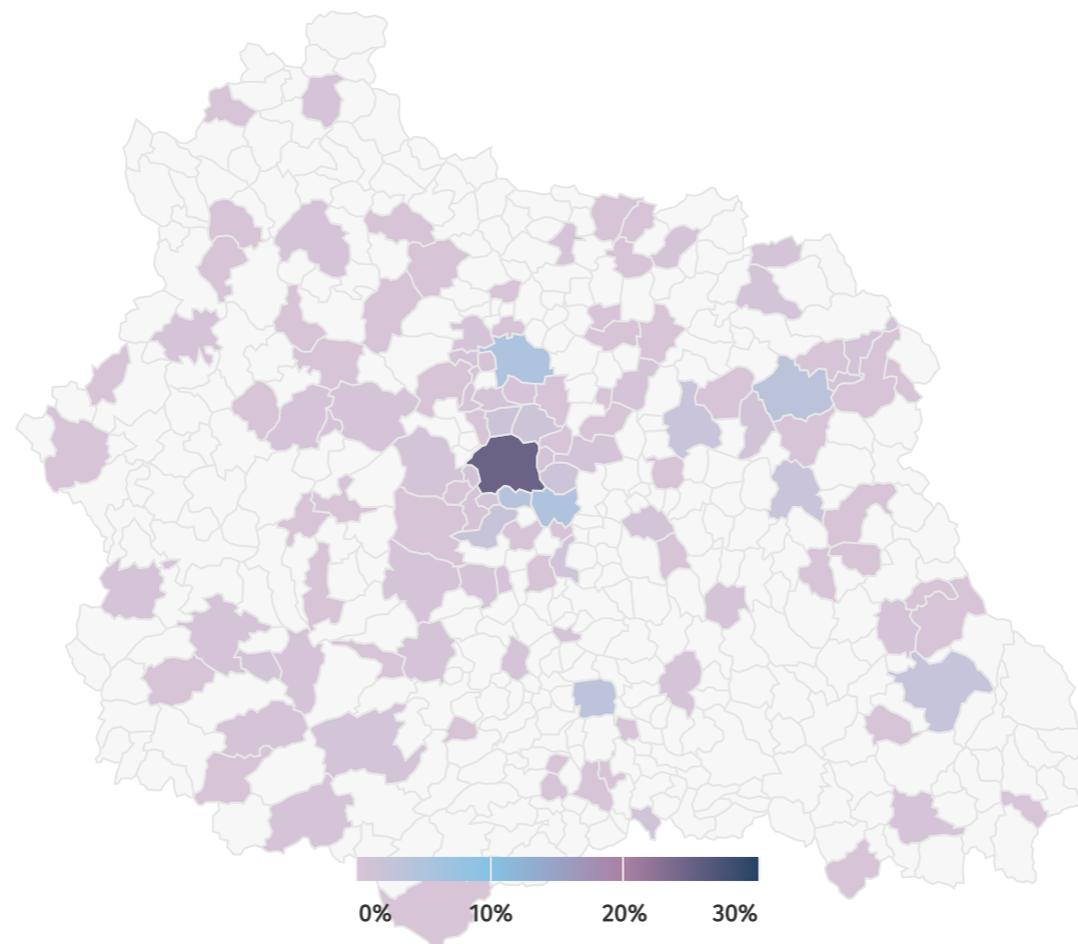
## Répartition par tranche d'effectifs :

Réponses effectives : 419



## Répartition selon la commune d'implantation

Réponses effectives : 419



### METHODOLOGIE

Enquête administrée par mail du 9 au 30 janvier 2024 auprès des entreprises du Puy-de-Dôme ayant au moins 1 salarié, tous secteurs d'activité confondus (champs ressortissants CCI).

449 répondants.

Les résultats sont exprimés en % des réponses à chaque question.



 **CCI PUY-DE-DÔME**  
**CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE**

## Service Développement territorial

[etudes@puy-de-dome.cci.fr](mailto:etudes@puy-de-dome.cci.fr)

T. 04 73 43 43 43

148 boulevard Lavoisier

63000 Clermont-Ferrand

[www.puy-de-dome.cci.fr](http://www.puy-de-dome.cci.fr)

